# Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, dans "Metro" du 6 février 2013, notamment sur l'intervention militaire française au Mali et sur la situation en Syrie.

2013-02-06

Q - François Hollande a affirmé ce week-end que la France n'avait pas encore «terminé sa mission» au Mali. Combien de temps l'opération Serval peut-elle encore durer ?

R - L'action nécessaire au Mali comporte trois volets : militaire, politique et de développement. S'agissant du volet militaire, une première phase a été menée, très efficace, pour bloquer les groupes terroristes et reconquérir les villes. La France n'a pas vocation à rester durablement au Mali. Ce sont les Africains et les Maliens eux-mêmes qui doivent être les garants de la sécurité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ce pays. C'est pourquoi nous allons, progressivement, passer le relais à la Misma. Nous-mêmes, nous allons continuer à agir au Nord, où il reste des foyers terroristes. Je pense qu'à partir de mars, si tout se passe comme prévu, le nombre de troupes françaises devrait diminuer.

Q - Craignez-vous une contre-offensive des islamistes ?

R - Les groupes narco-terroristes ont été stoppés, grâce aux frappes. Mais il peut toujours se produire des actions individuelles. Il faut rester sur ses gardes, au Mali comme dans les pays voisins. Chacun doit avoir à l'esprit que le risque est toujours présent.

Q - Pouvez-vous évaluer le coût de l'intervention pour la France ?

R - En ce qui concerne la partie proprement française, pour l'heure, quelques dizaines de millions d'euros. Cette somme est prévue dans le budget de la défense.

Q - Vous étiez au côté de François Hollande lorsqu'il a été accueilli en libérateur à Bamako. A-t-il acquis selon vous une nouvelle stature avec cette intervention ?

R - Incontestablement, oui. Au Mali, nous avons ressenti beaucoup d'émotion et une forte fierté alors que nous étions accueillis par tout un peuple aux cris de : «Vive la France ! Merci la France !». Chacun le reconnaît : le président de la République a pris les bonnes décisions. Sur le plan national, il existe un soutien massif, rare, des responsables politiques et des Français. Sur le plan international, le soutien est également impressionnant. Comme chef de

notre diplomatie, sous l'autorité du président de la République, je me réjouis de ce très large soutien.

Q - Le président du Niger a affirmé dimanche que les otages français enlevés au Sahel étaient vivants. Pouvez-vous nous confirmer cette information ?

R - Nous n'avons pas recueilli d'éléments nouveaux. Dans un contexte difficile, nous travaillons, tous les jours, à leur libération. Les familles ont notre appui et je veux saluer leur courage.

Q - Êtes-vous toujours en contact avec les ravisseurs ?

R - Pas de négociations ni de soumission au chantage. Si les ravisseurs souhaitent passer un message, ils le feront.

Q - En Syrie, «la fin se rapproche pour Bachar al-Assad», déclariez-vous à la fin de l'année. Êtes-vous toujours aussi optimiste ?

R - Bachar Al-Assad est l'assassin de son peuple. On en est à près de 70.000 morts ! Il n'y a pas de solution possible avec lui. En face, une alternative se présente grâce à la coalition de l'opposition syrienne, que la France a été la première à reconnaître. On évoque un contact possible entre cette coalition et les Russes et un dialogue avec certains éléments du régime. Face à la catastrophe humaine que ce conflit représente, nous voulons que les choses s'accélèrent.

Q - Comment sortir de l'impasse ?

R - Nous en avons longuement parlé au téléphone lundi avec John Kerry, mon homologue américain. Il y a d'un côté l'action humanitaire, pour laquelle nous nous mobilisons aux côtés de la coalition nationale syrienne. Il y a aussi l'action politique, afin que ceux qui continuent de soutenir Bachar Al-Assad comprennent que le chaos, c'est lui. Et puis il y a la question militaire, sachant que jusqu'à présent les Européens ont décidé un embargo sur les armements, décision que nous devons réexaminer prochainement. Notre priorité, en plus du soutien à la population, c'est la recherche des voies et moyens pour une solution politique qui mette fin au calvaire des Syriens et des populations voisines. C'est indispensable.

Q - C'est ce qui est mis en oeuvre depuis plusieurs mois...

R - Oui, mais cela demande malheureusement du temps. On constate quelques mouvements positifs, mais encore insuffisants.

Q - Une livraison d'armes à l'opposition serait-elle envisageable ?

R - Les Iraniens et les Russes livrent des armements. De l'autre côté, sans doute aussi. Mais ces armes là ne permettent pas de se protéger contre les attaques aériennes de Bachar. L'une des graves difficultés, c'est qu'il faut éviter que les armes éventuellement livrées tombent entre les mains d'extrémistes, comme cela a pu être le cas en Libye.

Q - En Iran, une relance des négociations sur le nucléaire est annoncée. Une résolution diplomatique de la crise avec Téhéran est-elle encore possible ?

R - Je le souhaite vivement. Vis-à-vis de l'Iran, nous agissons depuis plusieurs années dans le cadre de ce que l'on appelle la double approche. D'une part des négociations et d'autre part des sanctions, de plus en plus fortes. Avec, jusqu'à présent, peu de résultats sur le plan des négociations. Les Iraniens continuent de renforcer leur potentiel nucléaire. De nouvelles discussions sont prévues fin février. Avec nos partenaires membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, nous ne pourrons pas accepter que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Ce serait trop dangereux pour la paix.

Q - Un journaliste français, Nadir Dendoune, a été arrêté en Irak. Où en êtes-vous sur ce dossier ?

R - Depuis son arrestation, les affaires étrangères sont mobilisées. Notre consul, avec le médecin de l'ambassade, lui a rendu visite le 2 février pour s'assurer de ses conditions de détention, de son état de santé et du respect de ses droits. Notre ambassade assure un contact permanent avec les autorités irakiennes. Sa famille et les membres de son Comité de soutien ont été reçus lundi au Quai d'Orsay. Tout est mis en oeuvre pour sa libération.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 février 2013

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187087-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-dans